

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 AOUT 2025
PROCES-VERBAL DE SEANCE

Le vingt-sept août deux mille vingt-cinq à vingt heures, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni à la mairie sous la présidence de M. David REDON, Maire, pour délibérer en session ordinaire.

Date de convocation : 20/08/2025.

Etaient présents : MM David REDON, Maire ; Christian AÏCOBERRY, Alexandre FARENZENA, Mme Bernadette BOUFFARD-GOURLLOT, adjoints ; Mmes Dominique GARDÈRE, Simone BEZIER, Valérie NIOTOU.

Pouvoir(s) : de Mme Christiane BERGÈRE à Bernadette BOUFFARD-GOURLLOT ; de Mme Pascale MAURIN à Christian AÏCOBERRY ; de M. Jean-François BOLÉAT à David REDON.

Etai(en)t excusé(e)s: M. Amaury GOUEDO.

Etai(en)t absent(e)s : M. Mathieu BARENOT.

Secrétaire de séance : Mme Dominique GARDÈRE.

Le Maire ouvre la séance et constate que le Conseil Municipal réunit les conditions pour délibérer valablement.

Le procès-verbal de la réunion du 10 juillet 2025 n'appelle aucune remarque de la part du Conseil Municipal et il est approuvé à l'unanimité.

Le Maire demande à retirer de l'ordre du jour la délibération suivante :

- Approbation de la modification des statuts du SDEEG

I. INFORMATION DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE

Le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative du budget a été prise concernant la subvention accordée à l'association l'Avenir de La Double par délibération le 9 avril 2025. Il précise que le montant de la subvention accordée au titre des travaux d'isolation du bâtiment de la piscine de Lagrave, a nécessité un mouvement de crédits de chapitre à chapitre pour passer de la section de fonctionnement à la section d'investissement.

II. FINANCES

➤ REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR GRDF - ANNEE 2025

Le Maire rappelle que le concessionnaire Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est tenu de s'acquitter auprès des communes des redevances dues au titre de l'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz naturel. Elle est basée sur la longueur de canalisations de gaz naturel situées sous le domaine public communal dont la formule de calcul est : $[(0,035 \times L) \ll \text{longueur du réseau en mètre} \gg + 100] \times \text{CR}$ (Coefficient de Revalorisation). Soit pour l'année 2025 à Porchères : $[(0,035 \times 1\ 762) + 100] \times 1,42 = 229,57 \text{ €}$ (arrondi à 230 € conformément au Code général de la propriété des personnes publiques). Il sollicite le Conseil Municipal pour être autorisé à émettre un titre de recette global de 230 € auprès de GRDF au titre de la RODP 2025.

Délibération n° 2025/047 approuvée à l'unanimité, enregistrée à la Sous-Préfecture de LIBOURNE.

➤ REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES OUVRAGES DE RESEAUX PUBLICS DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DE L'ELECTRICITE ET PRINCIPE DE LA REDEVANCE REGLEMENTEE POUR CHANTIERS PROVISOIRES

Le Maire informe le Conseil municipal des règles relatives au calcul des RODP par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité sont codifiées par le Code général des collectivités territoriales (CGCT). Il propose de fixer le montant de la RODP au taux maximum réglementaire et que ce montant soit revalorisé automatiquement chaque année, par application de l'index d'ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1er janvier ou tout autre index qui viendrait à lui être substitué. Par ailleurs, il explique que le même Code fixe le régime des redevances dues aux communes, EPCI, syndicats mixtes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages de réseaux de transport et de distribution d'électricité et aux canalisations particulières d'énergie électrique. Il propose d'instaurer ladite redevance pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages de réseaux de transport et de distribution d'électricité et d'en fixer le mode de calcul, conformément à la partie réglementaire du CGCT, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire. Il précise que la présente délibération prendra effet à compter de l'année 2025 et dispensera le Conseil Municipal de délibérer chaque année au sujet de la RODP par les ouvrages de réseaux publics de transport et de distribution de l'électricité et du principe de redevance réglementée pour les chantiers provisoires.

Délibération n° 2025/048 approuvée à l'unanimité, enregistrée à la Sous-Préfecture de LIBOURNE.

III. DELIBERATIONS DIVERSES

➤ OPPOSITION A LA DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ELECTRIFICATION

Le Maire fait lecture du courrier adressé par le préfet aux présidents des SIE de Camarsac-Montussan, de Cavignac, de l'Entre-deux-Mers, du Fronsadais, de Saint-Philippe-d'Aiguillhe et du Sauternais, et aux maires des communes les composant :

« Dans son rapport d'observations définitives du 17 décembre 2024 sur les comptes du SDEEG, la Cour Régionale des Comptes (CRC) souligne « la complexité administrative de l'organisation de la distribution d'énergie » en Gironde et recommande de rationaliser cette compétence à l'échelle départementale.

En Gironde, la compétence Autorité Organisatrice de la Distribution d'Électricité (AODE) est exercée par le SDEEG, la Métropole, 12 syndicats primaires (6 syndicats ayant transféré leur compétence au SDEEG, les 6 autres l'exerçant en propre, dont un via une régie intercommunale), 2 régies communales et 3 communes concédantes.

L'article L. 2224-31-IV du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit, pour plus d'efficacité, une gestion de la distribution d'énergie à l'échelle départementale. Le ministre de l'Intérieur a précisé que « le législateur a souhaité mettre en place un dispositif volontariste invitant les collectivités à s'interroger sur la dimension critique ou pertinente d'un syndicat départemental (QE 7569 publiée au JO du 08/01/2008) ». Toutefois, si l'article précité pose le principe d'une autorité unique concédante de la distribution publique d'électricité dans un département, en Gironde, la départementalisation n'a pas été finalisée, bien que la compétence ait été progressivement transférée par certaines collectivités au SDEEG qui regroupe aujourd'hui une majorité des communes du département.

Comme le rappelle la CRC, « cette persistance des SIE infra-départementaux ainsi que la complexité administrative de l'organisation de la distribution d'énergie sont une particularité girondine. En sus de l'absence de couverture de tous les points du territoire, qui est un facteur de sous-efficacité administrative et financière, la multiplication des échelons et des structures apparaît comme un élément de complexification pour le fonctionnement de l'institution.

Or, la simplification administrative est un enjeu constant de l'action publique qui emporte avec elle la confiance des citoyens dans les institutions. Dans ce cadre, une stratégie de rationalisation, visant à ce que les adhérents soient exclusivement des intercommunalités à fiscalité propre pourrait être envisagée ».

La chambre souligne que « Remédier à ce morcellement pourrait pourtant avoir des effets bénéfiques en matière d'efficacité de gestion et des deniers publics ainsi que de qualité du service rendu. Les contrôles de concessions seraient mutualisés, la capacité de négociation avec un concessionnaire unique serait renforcée, les redevances seraient optimisées, l'effet levier sur les investissements serait accru et une subvention annuelle de 300 000 € liée à la départementalisation pourrait être versée au SDEEG par Enedis, si celui-ci s'avérait devenir l'unique autorité organisatrice de la distribution départementale, lui permettant ainsi d'investir davantage dans le réseau et la transition énergétique ».

Au vu de la dernière liste des membres du SDEEG et du tableau précisant les compétences transférées, lesquels ont été approuvés par arrêté préfectoral du 12 mai 2025 ou des récentes délibérations validant un transfert de compétence, il apparaît que vos syndicats ont transféré la totalité de leurs compétences au SDEEG. L'intégralité des communes de vos syndicats sont d'ailleurs au nombre des communes listées dans le contrat de concession du SDEEG.

Conformément à l'article L. 5212-33 du CGCT, l'adhésion d'un syndicat intercommunal à un syndicat mixte fermé entraîne la dissolution de plein droit du syndicat adhérent, lorsqu'il emporte le transfert de l'ensemble des compétences et des services dont il dispose, au syndicat mixte. Le syndicat mixte est alors substitué aux syndicats intercommunaux dans les conditions fixées aux alinéas 3 à 9 de l'article L. 5711-4 du CGCT. Les communes membres du syndicat dissous deviennent membres du SDEEG, étant souligné que la majeure partie d'entre elles dispose déjà de cette qualité, le SDEEG exerçant pour ces dernières, une ou plusieurs des autres compétences optionnelles qu'il propose.

Aussi, afin de poursuivre l'objectif de départementalisation de la compétence distribution de l'électricité, je vous informe qu'une procédure de dissolution est initiée à l'encontre de vos structures avec prise d'effet en mars 2026. Cette procédure n'aura pas d'incidence sur les mandats électifs actuels des élus siégeant au sein des syndicats qui prendront fin au moment des élections municipales de mars 2026.

Conformément à l'article L. 5211-26 du CGCT, les dissolutions se feront en deux temps : un premier arrêté préfectoral mettra fin à l'exercice des compétences du syndicat au 31 décembre 2025 et constatera formellement le transfert de l'ensemble des compétences au SDEEG. À cette date, l'ensemble de l'actif, intégrant le personnel, et du passif des syndicats, sera transféré au SDEEG. Pour les agents figurant dans le tableau des effectifs des syndicats au 31 décembre 2025, je vous précise qu'il conviendra de saisir le Comité Social Territorial pour l'informer de la démarche.

Il appartiendra par suite au SDEEG, substitué dans les droits et obligations de vos structures, d'adopter, en début d'année 2026, le dernier compte administratif des syndicats, la prise de cette délibération permettra de prendre un arrêté de dissolution qui mettra juridiquement fin à l'existence de vos syndicats. »

Le Maire explique au Conseil Municipal que l'analyse de la préfecture est d'une part non conforme à l'activité réelle des SIE et prévoit l'usage d'une procédure irrégulière.

En effet :

- Le principe d'une gestion de la compétence électricité au niveau départemental n'implique en aucune façon que plusieurs structures puissent, au niveau infra départemental, subsister pour collaborer à cette compétence. C'est ce qui se passe depuis de nombreuses années.
- Le SDEEG vient lui-même de le confirmer en prévoyant la constitution de Commissions locales de l'énergie.
- Les SIE jouent un rôle complémentaire à celui du SDEEG en programmant des travaux et en contribuant à leur financement. Les SIE, grâce au reversement d'une fraction de la taxe sur l'électricité, aident les communes membres du syndicat et se rapportant à l'objet statutaire des syndicats, c'est-à-dire le renforcement, le développement des usages électriques et l'amélioration de la qualité de la desserte.
- Dans ce cadre les SIE n'ont pas transféré l'intégralité de leur compétence électrique mais n'ont transféré que le pouvoir concédant.
- Dans ces conditions il ne peut pas être fait usage de la procédure prévue par le a) de l'article L. 5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales : « Le syndicat est dissous : a) Soit de plein droit à l'expiration de la durée fixée par la décision institutive ou à l'achèvement de l'opération qu'il avait pour objet de conduire ou lorsqu'il ne compte plus qu'une seule commune membre ou à la date du transfert à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à un syndicat mixte relevant des articles L. 5711-1 ou L. 5721-2 des services en vue desquels il avait été institué. Dans ce dernier cas, les communes membres du syndicat dissous deviennent de plein droit membres du syndicat mixte auquel le syndicat de communes a transféré l'intégralité de ses compétences. Le syndicat mixte est substitué au syndicat de communes dissous dans des conditions identiques à celles prévues, pour la dissolution d'un syndicat mixte, au troisième à dernier alinéas de l'article L. 5711-4 ».
- Le juge administratif a sanctionné un arrêté de dissolution qui était intervenu alors que le syndicat exerçait encore une compétence. Ainsi, le Tribunal administratif de Dijon, 2ème chambre, 27 mai 2025, n° 2400104 a annulé un arrêté préfectoral de dissolution pour détournement de procédure, méconnaissance des principes de sécurité juridique et erreur sur le transfert de compétences, rappelant que le préfet doit respecter la procédure appropriée et ne peut fixer unilatéralement les modalités de répartition sans l'accord des conseils municipaux : « il soutient, en l'état de ses dernières écritures, que : l'arrêté attaqué est entaché d'un détournement de procédure, dès lors que l'analyse du préfet aurait dû l'amener à utiliser la procédure prévue à l'article L. 5212-34 du Code Général des Collectivités Territoriales et non celle prévue à l'article L. 5212-33 du même code ; le défaut de mise en œuvre de la procédure prévue par l'article L. 5212-34 du Code Général des Collectivités Territoriales est motivé par la conscience de l'opposition des communes membres ; la procédure de l'article L. 5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales ne peut intervenir qu'à la date du transfert de compétence et non dix-sept ans après ; en outre, le syndicat conservait, comme le relève le préfet lui-même, une « poche de compétence résiduelle » ; le syndicat demeure actionnaire de la société publique locale Beaune Congrès, en charge de la gestion du palais des congrès, qui ne relève pas de la compétence communautaire » ;
- On notera que dans cette décision, le juge a indiqué que la procédure de l'article L. 5212-33 ne peut intervenir qu'à la date du transfert de compétence et non bien après. Or le transfert du pouvoir concédant est intervenu bien avant ce courrier du préfet :
 - SIE Cavignac : 13 mai 1957
 - SIE Fronsadais : 10 juin 1937
 - SIE Camarsac : 3 juillet 1937
 - SIE Sauternais : 18 juillet 1937
 - SIE St Philippe d'Aiguilhe : 9 novembre 1995
 - SIE Entre deux Mers : 7 avril 2023
- Depuis ces transferts, les SIE ont continué à fonctionner et à exercer leurs missions, sans que la préfecture ait trouvé à constater que selon elle, ces syndicats n'exerceraient plus de compétences.
- Les observations de la Chambre Régionale des Comptes, qui fondent le courrier préfectoral, sont des observations qui peuvent se discuter, mais qui ne peuvent en aucun cas constituer un fondement juridique pouvant se dispenser des obligations du CGCT.
- Il apparaît dès lors que l'intervention d'un arrêté sans que soit menée la procédure régulière de dissolution d'un syndicat constitue une procédure irrégulière susceptible d'être sanctionnée par le juge administratif.
- L'article L. 5212-33 du CGCT, dans son b) dispose que la dissolution peut intervenir : Soit par le consentement de tous les conseils municipaux intéressés. Il peut être dissous : a) Soit sur la demande motivée de la majorité de ces conseils municipaux par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés ; b) Soit d'office par un décret rendu sur l'avis conforme du Conseil d'Etat. Une copie de l'arrêté ou du décret de dissolution est adressée au conseil départemental pour information.

- Quant à l'article L. 5212-34, il dispose : « Le syndicat qui n'exerce aucune activité depuis deux ans au moins peut être dissous par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés après avis des conseils municipaux des communes membres. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de trois mois suivant la notification de la proposition de dissolution faite par le ou les représentants de l'Etat ». Cet article ne peut être invoqué car les SIE ont une activité effective.
- Il convient de préciser que les SIE, qui a une activité réelle, avec des flux financiers répondent à une exigence de proximité qui ne peut être le fait d'un syndicat départemental appelé à fédérer 534 communes. Fort peu coûteux, ils permettent à des élus de terrain à se consacrer bénévolement aux affaires publiques, dans un contexte de délitement du lien social.

Dans ce contexte, le Maire propose au Conseil Municipal de s'opposer à la suppression du SIE qui constitue un relais essentiel pour l'exercice de la compétence électricité et d'en faire part au SIE et à la préfecture. Le Maire propose également au Conseil Municipal de l'autoriser, au nom de la commune, à s'associer aux contestations et si besoin aux contentieux qui naîtraient de la volonté de la préfecture de poursuivre le projet tel que présenté dans le courrier ci-dessus.

Délibération n° 2025/049 approuvée à l'unanimité, enregistrée à la Sous-Préfecture de LIBOURNE.

III. QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

Le Maire informe le Conseil Municipal que 5 devis ont été demandés et comparés pour le projet de terrain multisports city-stade approuvé par délibération le 5 février 2025. C'est la société SAE qui a été retenue. Il reste l'emplacement définitif à déterminer dans les prochaines semaines.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 heures 00.

Le Maire de Porchères, M. David REDON



Le secrétaire de séance, Mme Dominique GARDÈRE

